

Cryptos publiques et privées : Vers une dollarisation des paiements numériques ?

Ludovic Desmedt

Depuis quelques années, l'univers des paiements connaît des transformations considérables. Alors que dans la seconde moitié du XX^e siècle, un partage des tâches s'était mis en place autour des banques centrales, des banques « secondaires » privées puis des firmes de paiement par carte (Visa, Master et American Express principalement), la crise de 2008 n'en finit pas de produire ses effets. Apparu quelques semaines seulement après la faillite de Lehman Brothers, le bitcoin a rendu possible les transferts d'instruments de paiements hors-banques et hors-États. Cette première cryptomonnaie a permis d'introduire de nouvelles procédures avec le codage et la blockchain. Depuis 15 ans, ses avatars se sont développés par milliers, attirant des investisseurs en nombre croissant. En conséquence, l'espace bancaire est investi par de multiples plateformes, sites, sociétés privées, influenceurs... qui rivalisent d'ingéniosité (ou de cupidité) pour pousser leurs produits et alimenter une ruée vers « l'or numérique ». Au niveau mondial, les attitudes vis-à-vis de ces nouveaux actifs sont extrêmement diverses : la Chine réprime leur utilisation, l'Union européenne s'est dotée d'une réglementation (*Markets in Crypto-Assets*) pour réguler les plateformes de distribution, mais de l'autre côté de l'Atlantique la réglementation devient de plus en plus permissive.

Paradoxalement, alors que l'initiative de Satoshi Nakamoto (concepteur(s) du bitcoin) consistait à dé-territorialiser les paiements, l'objectif de l'administration emmenée par Donald Trump vise à faire des États-Unis la

« capitale mondiale des cryptos » en favorisant les projets de jetons privés. Pour ce faire, le président a ordonné à la Réserve Fédérale de geler ses travaux sur un dollar numérique public (le Fedcoin) et a mis en place des règles très favorables à l'écosystème de cryptos privées. Comme l'indique Eric Monnet, « *une partie importante de la communauté des cryptomonnaies est réticente vis-à-vis des stablecoins, qui sont vus comme contradictoires avec l'intention première de ces monnaies - c'est-à-dire se débarrasser de toute référence à un État* », mais l'attrait pour ces jetons va bien au-delà de la communauté initiale pour s'étendre désormais jusqu'à la Maison-Blanche.

Ailleurs, la situation est très contrastée : en Europe ou en Chine, au contraire, les instituts d'émission persistent dans l'élaboration de monnaies numériques de banques centrales, malgré les obstacles. Dans plusieurs pays émergents, l'attrait d'une partie de la population pour les stablecoins privés est fort... On voit comment, dans le domaine des paiements, une innovation technique peut devenir un enjeu politique majeur. Nous commencerons par évoquer l'organisation traditionnelle des paiements, avant de dessiner la distinction entre cryptos publiques et privées. Après avoir rappelé quelques caractéristiques des monnaies numériques de banque centrales, nous exposerons certains traits de la « cryptocratie » en cours d'installation aux États-Unis.

L'architecture monétaire « classique »

Dans les systèmes de paiements, des instruments de qualités diverses sont émis par plusieurs catégories d'institutions. En conséquence, une hiérarchie entre les divers types de monnaies se dessine. On peut symboliser cette typologie sous forme d'une pyramide, avec :

- Au sommet, la monnaie émise par les banques centrales (monnaie légale sous l'angle juridique, « haute puissance » sous l'angle économique). Elle constitue le moyen de règlement ultime, la monnaie « publique ». Aujourd'hui, cette monnaie supérieure est émise par des banques centrales (souvent indépendantes) qui poursuivent des objectifs macroéconomiques précisés dans leurs mandats. Ayant le privilège de produire la liquidité ultime, celle que l'on retire et détient, dont on peut tester la densité en cas de crise ou de panique bancaire, les banques centrales surplombent historiquement les systèmes de paiement.

- À l'étage intermédiaire, la majeure partie de la monnaie moderne est créée par l'ensemble des banques secondaires. Ce type de monnaie est échangé à parité avec la monnaie centrale, on peut évoquer à son propos un « partenariat public/privé » grâce aux multiples contrôles mis en place par les instituts d'émission et le mécanisme de la compensation qui rend les monnaies bancaires homogènes.

- Enfin, à la base de cette pyramide se trouve des « quasi-monnaies » aux qualités incertaines. Cette strate est souvent négligée, car difficile à délimiter précisément et en perpétuelle mutation : on trouve des créances diverses émises par des entités privées, de même que la « *shadow money* » (argent de l'ombre) aux contours assez flous. On y trouve des créances de fonds monétaires (*Money Market Funds*), des billets de

trésorerie adossés à des actifs (*ABCP, Asset-Backed Commercial Paper*), des accords de mise en pension (*repo pour repurchase agreement*)... « Toutefois, cette monnaie privée présente un risque auquel la monnaie nationale n'est pas confrontée : le risque de liquidité. Seule la monnaie nationale peut, potentiellement, être disponible en quantité illimitée. De son côté, la monnaie privée est limitée par le fait que les autres acteurs privés soient prêts à l'accepter ou non, et cela dépend des perspectives de gains qu'elle offre. » (Pistor, 2022, p.139).

En temps normal, la connexion entre les divers niveaux est fluide : on peut par exemple déposer des coupures en euro (monnaie publique) sur un compte bancaire (public/privé) pour ensuite acquérir une quasi-monnaie privée (titre de créance). En revanche, en cas de montée des tensions sur les marchés financiers, la convertibilité entre les types d'instruments (monnaie centrale, monnaie bancaire-, quasi-monnaies) peut poser problème... C'est précisément ce qui se passa fin 2007 : le marché des ABCP se ferma à l'automne. La multiplication des défauts sur les emprunts dans le crédit immobilier à risque (*subprimes*) entraîna une illiquidité subite dans le secteur des « quasi-monnaies » : les acteurs tentèrent de se délester de ces instruments dont le caractère incertain devenait patent. Puisque les bilans sont totalement imbriqués, une réaction en chaîne se diffusa du niveau des quasi-monnaies vers le niveau supérieur, celui des monnaies bancaires. Ce phénomène se poursuivit jusqu'à la faillite de Lehman Brothers le 15 septembre 2008.

Le 31 octobre 2008, S. Nakamoto proposait le remplacement de la régulation institutionnelle imparfaite et faillible par la robustesse des algorithmes et du code informatique. La défiance envers les

« autorités » était explicite pour lui : *« Le problème fondamental de la monnaie conventionnelle est la confiance qu'elle requiert. Il faut faire confiance à la banque centrale pour ne pas dévaluer la monnaie, mais l'histoire des monnaies fiduciaires est remplie de ruptures de cette confiance. Il faut faire confiance aux banques pour détenir notre argent et le transférer électroniquement, mais elles le prêtent dans des vagues de bulles de crédit avec à peine une fraction en réserve »* (voir Desmedt & Lakomski, 2015). Puisque la mauvaise monnaie des banques aurait contaminé le système économique, Nakamoto estimait que la cryptographie et les réseaux informatiques, permettraient à leurs utilisateurs de construire des espaces marchands basés sur des relations inter-individuelles. Grâce à la blockchain, il n'y aurait plus besoin de « tiers de confiance » (un banquier tenant les comptes), le réseau pouvant s'auto-réguler grâce à la vérification continue d'un réseau basé sur la collaboration spontanée.

On le sait, les prix des crypto-actifs de « première génération » (Bitcoin, Ethereum...) sont extrêmement volatils : ces instruments affichent des performances erratiques, puisque leur cours ne dépend que du volume de la demande. Au départ, celle-ci émanait de militants crypto-anarchistes, puis les usages frauduleux se sont développés, avant que des fonds traditionnels ne s'intéressent à ces nouveaux instruments dont les cours suivaient une pente ascendante. Ces cryptos sont venues progressivement rejoindre les « quasi-monnaies » à l'étage inférieur de la pyramide des paiements. Une bulle a commencé à se former lors de la période Covid, suivie par une décrue (fraude massive de la plateforme crypto FTX), avant l'embellie provoquée par l'arrivée au pouvoir d'un Donald Trump ouvertement favorable à ces instruments.

Des stablecoins privés aux monnaies numériques de banques centrales

À côté des cryptos à cours libre, un autre type d'instruments se développe rapidement, celui des stablecoins privés (jetons stables). Apparus en 2014, ils sont ancrés sur une valeur extérieure. Par exemple, l'USDT de Tether, premier jeton de ce type en volume est échangeable au pair avec le dollar US, de même que le second, l'USDC de Circle. Ces jetons sont convertibles « au pair » (taux de 1 pour 1) et adossés à des actifs à faible risque afin de sécuriser leur valeur. Pour les demandeurs, il s'agit d'avoir accès à une technologie de paiement rapide qui donne accès au monde crypto, sans avoir à acquitter les taxations sur les plus-values. Mais la logique de leur production est très différente de celle du bitcoin : alors que ce dernier est proposé au réseau et « gagné » par des « mineurs » qui résolvent le plus rapidement des équations, les sociétés émettrices de stablecoins sont contraintes par la logique bancaire. De fait, Tether ou Circle (à elles deux créatrices de plus de 90 % des stablecoins en circulation) sont censées acquérir à leur actif des monnaies publiques ou des titres de dette qu'elles transforment en jetons (au passif). Ainsi, elles convertissent des actifs « sûrs » (y compris des terres ou de l'or) en cryptos *a priori* stables. On peut dire que l'USDT (Tether) et le USDC (Circle) sont des avatars numériques des dollars publics. Pour l'acquéreur, le but n'est plus de faire un gain en achetant bas pour revendre plus cher (comme pour le bitcoin), mais de maintenir une valeur stable par rapport à cet actif spécifique, que ce soit pour payer dans le e-commerce, faire du trading sur les plateformes cryptos ou transférer des fonds internationalement. Alors que le bitcoin était conçu comme un « actif pur » sans

inscription au passif de son créateur, les jetons stables ré-instituent des écritures traditionnelles au bilan d'un émetteur responsable de l'ancrage. Dès lors, la solidité du bilan des sociétés émettrices est centrale : celles-ci sont des avatars de banques, mais délestées de la lourde réglementation qui encadre l'activité de ces dernières.

Pendant une dizaine d'années, tant que les jetons privés restaient à une échelle modeste, les banques centrales ont négligé le terrain de ces paiements numériques entre particuliers. Par contre, l'annonce en 2019 par Facebook et un consortium d'entreprises du lancement d'un *stablecoin* global a provoqué une prise de conscience générale des autorités monétaires. « Presque immédiatement, Libra a été décrite comme une menace pour la souveraineté monétaire » (Landau *et al.*, 2024, p. 3 ainsi que Desmedt, 2019). En effet, les instituts d'émission commencèrent alors à craindre que les effets de réseaux associés à des stablecoins soutenus par de très grandes entreprises technologiques puissent conférer un pouvoir considérable à leur(s) émetteur(s). L'audition très tendue de Mark Zuckerberg devant le Congrès en 2019 avait douché l'enthousiasme des *Big Techs* dans le domaine, temporairement du moins.

Soucieuses de ne pas laisser le champ libre aux *BigTechs* dans ce domaine, la plupart des banques centrales ont été amenées à se positionner et à répliquer par des projets de monnaies digitales publiques. Une monnaie numérique de banque centrale est émise (ou détruite) par l'institut d'émission national : c'est un *stablecoin* public. L'idée consiste à accélérer les procédures de validation et de vérification en conservant l'implication de l'institut d'émission. « L'une des principales raisons d'émettre des MNBC est de préserver l'ancrage actuel du système monétaire dans

la monnaie de banque centrale et la coexistence actuelle de la monnaie de banque commerciale et de la monnaie de banque centrale dans une ère numérique où les entreprises et les ménages ne trouvent plus l'utilisation d'espèces physiques pratique. La monnaie de banque commerciale est définie par la promesse de convertibilité, « à vue », c'est-à-dire à tout moment, en monnaie de banque centrale. [...] La MNBC préservera cette ancre et ce pilier de stabilité à l'ère du numérique » (Bindseil, 2023, p. 215-216).

Si la plupart des banques centrales avancent sur le projet des MNBC, l'hétérogénéité des modalités montre que ces programmes répondent à des préoccupations distinctes. Dans la zone Euro, la diversité des habitudes de paiement selon les pays est patente mais la Banque centrale européenne souligne de plus en plus un risque de « déseuropéanisation » de la monnaie (Banque de France, 2025, p. 13). Cette crainte doit être saisie dans deux sens : l'effacement de l'euro comme moyen de paiement « public », mais aussi l'inexistence de réseaux de paiements « souverains » intra-zone (aujourd'hui les paiements par carte en zone euro transitent au 2/3 *via* Visa et Mastercard). La phase préparatoire concernant l'euro numérique public est en train de s'achever : le conseil des gouverneurs de la BCE décidera en octobre de passer ou non à la prochaine phase. Ensuite, ce sera au Parlement européen de se prononcer. Pour sa part, la Commission européenne a précisé dans plusieurs documents sa position, indiquant que « l'absence d'une forme de monnaie de banque centrale qui puisse être utilisée dans l'économie numérique et qui soit convertible au pair avec les dépôts auprès des banques commerciales pourrait saper le rôle d'ancrage monétaire de la monnaie de banque centrale, ce qui affaiblirait la stabilité financière et la

souveraineté monétaire de l'UE » ¹. Paradoxalement, le premier jeton privé en euros, l'EURC, est émis par la société américaine Circle !

Ailleurs, les situations sont contrastées : aux Bahamas, par exemple, la dispersion des populations sur l'archipel a motivé le lancement du « sand dollar » en 2020 (pour 400 000 résidents). La situation est différente en Chine, où le yuan numérique (e-CNY), émis par la Banque populaire, constitue l'une des initiatives les plus ambitieuses de MNBC. Aujourd'hui, l'e-CNY est déployé dans une vingtaine de provinces dans des domaines tels que l'éducation, la santé ou le tourisme. En revanche, la perception de ce stablecoin public comme outil de surveillance étatique constitue un frein pour sa diffusion, alors que les paiements mobiles en Chine sont dominés par deux plateformes privées, Alipay (Alibaba) et WeChat Pay (Tencent), qui captent plus de 90 % du marché. Aujourd'hui, des économies émergentes telles que la Jamaïque ou le Nigéria proposent également à leurs populations des monnaies numériques de détail.

Dans d'autres pays tels que l'Inde ou le Brésil, la variabilité des taux de change et l'absence de taxes sur ces instruments accroît la popularité des stablecoins privés pour les paiements transfrontaliers. Certaines institutions financières saluent ce nouveau type d'inclusion financière, mais on peut aussi y voir une forme de dollarisation numérique, comme le souligne Sanjeev Gupta : « *In countries with weak or unstable currencies, US dollar-backed stablecoins are increasingly preferred as both a store of*

value and a medium of exchange. This "digital dollarization" reduces the need to hold local currency for savings, cross-border trade (including remittances), or even domestic transactions—and can facilitate capital flight in economies with exchange controls. » (Gupta, 2025).

Aux États-Unis : une « planche à billets » numérique ?

Outre Atlantique, l'une des premières décisions du président Trump a été d'interdire les démarches de la banque centrale en faveur de la création d'un dollar numérique public pour, au contraire, favoriser l'essor des cryptoactifs privés. Le lancement d'un jeton à son effigie au moment de son investiture, le Trumpcoin, reflète la manière dont le nouveau président saisit les leviers étatiques pour engranger des gains personnels. Il a nommé un nouveau président à la *Securities and Exchange Commission*, Paul Atkins, qui déclare que « [L'heure des cryptos a sonné](#) ». Parallèlement, le Sénat américain a adopté cet été un projet de loi dénommé « GENIUS » (Guiding and Establishing National Innovation for U.S. Stablecoins). Ce texte stipule que les émetteurs devront détenir en réserve un dollar, soit au comptant, soit l'équivalent en bons du Trésor.

Le cas est inédit : si l'on reprend l'image de la pyramide précédemment évoquée, le pouvoir états-unien est en train d'établir des jonctions entre les quasi-monnaies privées de l'étage inférieur avec les formes de liquidités du haut de l'édifice. Jusqu'alors, les quasi-monnaies étaient évaluées par les opérateurs de marché qui estimaient leur qualité (parfois douteuse) et les autorités monétaires ou financières n'avaient aucun intérêt à les connecter à la monnaie « haute puissance »

¹ Proposition de règlement du Parlement Européen et du Conseil établissant l'euro numérique, 28/6/2023, COM(2023) 369 final.

officielle. Désormais, en imposant des réserves aux émetteurs de jetons, la première économie mondiale s'assure une demande continue pour le dollar et, surtout, pour ses bons du Trésor. Cela permettra au Trésor de financer son déficit et de pérenniser le rôle (international) du billet vert. On assiste à la mise en place d'un nouveau type de « planche à billets », numérique cette fois. Si le branchement tient, une demande croissante de USDT ou USDC accroît mécaniquement la demande en titres de dette US, puisque l'actif doit progresser au même rythme que le passif (la demande). Ainsi, les stablecoins liés au dollar transforment de la dette publique états-unienne en moyen de paiement non rémunéré.

Déjà, certains géants de la finance tels que JPMorgan, Citigroup ou Bank of America réfléchissent à un stablecoin commun. Des acteurs non bancaires comme Amazon, Walmart, Meta et bien d'autres y songent également... La perspective de contourner Visa et Mastercard avec leurs propres jetons intéresse ces sociétés. Alors que la valeur globale des stablecoins approche actuellement les 250 milliards de dollars (contre 1 milliard en 2018), on estime qu'elle pourrait être décuplée d'ici 5 ans...

Ces mutations soulèvent de nombreux problèmes éthiques au moment où une « cryptocratie » se met en place aux États-Unis (*The Economist*, 15 mai 2025) : la proximité avec le pouvoir permet d'émettre des instruments numériques pour décupler sa richesse. La famille Trump et ses proches lancent des projets sur tous les fronts : au-delà du lancement du Trumpcoin lors de l'investiture, la famille détient la société *World Liberty Financial* qui a lancé un jeton ainsi qu'*American Bitcoin* qui « mine » des cryptos²... D'autre part, les nouveaux

régulateurs mis en place entretiennent des liens avec cette nouvelle industrie, qui fut en 2024 le secteur qui a le plus contribué à la campagne du Républicain. Historiquement, on peut tracer des parallèles avec l'industrie du chemin de fer au XIX^e siècle ou celle du pétrole ensuite, mais, souligne *The Economist* (15 mai 2025), jamais l'accession au pouvoir ne fut aussi rapide : « *In the late 19th century, railroad firms wielded enormous influence in national and local politics, securing favourable regulation that contributed to a dramatic boom and a ruinous bust. But no industry has leapt from near-pariah status to the darling of officialdom at the astounding speed of crypto. At the beginning of Mr Trump's first term, the combined value of all cryptocurrencies in the world was less than \$20bn. Today it is more than \$3trn.* »

Le contraste est saisissant lorsque l'on compare avec la situation européenne : actuellement, les stablecoins privés libellés en euros sont pratiquement inexistants, avec une capitalisation de moins de 1 % du total. L'absence de dette commune en Europe peut expliquer une moindre représentativité, mais pas cet écart gigantesque... Symboliquement, le premier stablecoin euro en volume, l'EURC émis par Circle a une valorisation 10 fois moindre que l'USD1, le jeton des *World Liberty Financial* de la famille Trump !

stablecoins. Dans la société WLF, Donald Trump lui-même est « *chief crypto advocate* ». « Le New York Times a essayé de mesurer en juillet la valeur approximative (et mouvante) des actifs de Donald Trump et détecté au moins 1,3 milliard d'immobilier, 2,2 milliards en actions, obligations et en cash, et 7,1 milliards de crypto-actifs. », *Les Echos*, 3 septembre 2025.

² USD1 a une capitalisation boursière de plusieurs milliards de dollars, ce qui en fait l'un des plus grands

Conclusion

Soulignons deux sujets de préoccupations soulevés par cet essor des stablecoins privés.

D'un point de vue financier, ces mutations mettent en danger la stabilité mondiale. La crise qui a secoué plusieurs banques américaines en 2023 n'est peut-être qu'un prélude à des secousses de plus grande ampleur³. À l'époque, avec l'effondrement d'un stablecoin (Terra USD), on feignit de découvrir que les jetons stables pouvaient être instables... La surprise a provoqué la faillite de trois banques quasi intégralement tournées vers l'univers crypto (Silvergate, Silicon Valley Bank, Signature). De fait, la fiabilité du bilan des sociétés émettrices de jetons privés est contestable. À ce propos, le leader du secteur, Tether, a eu des démêlés avec la justice américaine⁴. Avant 2025, l'exposition des grandes banques, des fonds et des particuliers était restreinte, elle est bien supérieure aujourd'hui. Le spécialiste des questions monétaires Barry Eichengreen soulignait avec raison dans le *New York Times* : « Les régulateurs peinent déjà à surveiller les banques bénéficiant d'une garantie de dépôt. Comment pourraient-ils gérer efficacement des centaines, voire des milliers de stablecoins émis par des banques,

des entreprises technologiques et des sociétés de cryptomonnaies ? » (juillet 2025)

Rappelons enfin que la monnaie est une institution sociale, une manière commune de payer et de compter. Or, la multiplication des unités de paiement est susceptible de dissoudre cette communauté : on peut porter des critiques sur la manière dont les politiques monétaires sont exercées actuellement, mais les banques centrales demeurent des vigies pour préserver un « langage chiffré commun ». Il y a plus de vingt ans, Michel Aglietta redoutait avec l'essor du numérique « le fractionnement de l'espace monétaire en îlots de transactions fondées sur des monnaies privées dont les conversions réciproques sont violemment instables. » (Aglietta, 2002, p. viii). On assiste actuellement au développement très rapide de ces « îlots de transactions ». Ainsi, la perte de pouvoir des banques centrales sur les moyens de paiement usuels n'est pas une bonne nouvelle. Barry Eichengreen, encore, compare la situation actuelle à celle qui a régné aux États-Unis au XIX^e siècle lors de la période du *Free banking*. À l'époque, une myriade de banques privées non régulées produisaient leurs propres billets en échange de dépôts d'or et d'argent, laissant aux clients le soin de vérifier la valeur de ces coupures et leur acceptation dans les échanges. Les fraudes bancaires étaient extrêmement répandues, provoquant un doute généralisé lors du moindre paiement. Au moment de la guerre de Sécession, on estime que plus de la moitié des billets en circulation dans le pays étaient des fausses coupures (Mihm, 2009). C'est à cette époque que l'excentrique Joshua Norton, auto-proclamé « empereur des États-Unis », imprimait des billets à son effigie pour les remettre à certains commerçants indulgents de San Francisco. Un siècle et demi plus tard, les faussaires exercent le

³ « The question is not whether stablecoins will trigger a financial crisis. Given current trajectories and structural vulnerabilities, this appears increasingly likely. », Colin, Flament, 2025.

⁴ « En 2021, le procureur général de New York a publié un communiqué de presse dans lequel il déclare que Tether et Bitfinex ont trompé leurs clients en surévaluant les réserves et en dissimulant des pertes d'environ 850 M\$ (NY Attorney General, 2021). En particulier, l'enquête des services du procureur général a révélé que pendant de longues périodes, Tether n'avait aucun accès aux services bancaires, où que ce soit dans le monde, et n'a donc, pendant certaines périodes, détenu aucune réserve ou s'est appuyé sur des entités douteuses. », Havrlychyk, 2023. Tether est désormais enregistrée au Salvador, dont le dirigeant est très favorable aux cryptos.

pouvoir et distribuent leurs jetons au monde entier.

Ludovic Desmedt est professeur à l'Université de Bourgogne-Europe.

Références

- Aglietta M., 2002, « Le renouveau de la monnaie », in CEPII (dir.), *L'Économie mondiale 2003*, Repères, La Découverte, p. 91-106.
- Bindseil, U., 2023, « Implications des nouvelles formes de monnaie pour la stabilité financière : les monnaies numériques de banque centrale et les *stablecoins* », *Revue d'Économie financière*, n° 149, p. 207-224.
- Colin, N., Flament, M., 2025, « [Could Stablecoins Trigger the Next Financial Crisis?](#) », *Euro Stable Watch*.
- Desmedt, L. 2019, « La cryptomonnaie Libra, pile et face », site A.O.C., 15 juillet
- Desmedt, L., Lakomski-Laguerre, O., 2015, « L'alternative monétaire Bitcoin : une perspective institutionnaliste », *Revue de la Régulation*, 18.
- Eichengreen, B., 2025, « [Op-Ed: The Genius Act Will Bring Economic Chaos](#) », UC Berkeley.
- Gupta, S., 2025, « How Stablecoins Could Further Weaken Africa's Public Finances », *Center for global development*, août
- Havrylchuk, O., 2023, « Réglementer les émetteurs de *stablecoins* adossés à des actifs », *Revue d'Économie financière*, 149.
- Landau, J.P., S. Nicole, 2024, « La souveraineté monétaire à l'ère digitale », Sciences Po.
- Mihm, S., 2009, *A nation of counterfeiters*, Harvard University Press.
- Monnet, E., 2025, « [Cryptomercantilisme : la doctrine de Donald Trump](#) », *le Grand Continent*.
- Pistor, K., 2022, *Le code du capital*, Seuil.
- The Economist*, 2025, « The crypto industry is suddenly at the heart of American politics », 15 mai